



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi  
N°04 2026

### Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : Inquiétude des exportateurs de textile après l'accord de libre-échange UE-Inde ;
- ❖ **Bhoutan** : Le Conseil d'administration du FMI achève la consultation au titre de l'Article IV 2025 avec Bhutan ;
- ❖ **Inde** : Signature de l'accord de libre-échange (ALE) entre l'Inde et l'Union européenne ;
- ❖ **Maldives** : Transferts en hausse vers le Fonds souverain en 2025 ;
- ❖ **Népal** : Lutte anti-blanchiment : les autorités népalaises intensifient les efforts pour quitter la liste grise du GAFI ;
- ❖ **Pakistan** : FMI - révision à 3,2% des prévisions de croissance pour le Pakistan pour l'exercice 2026 ;
- ❖ **Sri Lanka** : Plus d'un milliard d'euros d'IDE en 2025.

#### À RETENIR

**3,2%**

Prévision de croissance de l'économie pakistanaise pour l'exercice 2026 par le FMI

# Bangladesh

## Inquiétude des exportateurs de textile après l'accord de libre-échange UE-Inde

Le secteur du prêt-à-porter bangladais s'inquiète après l'accord de libre-échange (ALE) obtenu entre l'Union Européenne et l'Inde cette semaine. En effet, grâce à cet accord, les produits textiles indiens entreront en Europe sans droits de douane (contre ~12 % actuellement), ce qui pourrait réduire l'avantage concurrentiel historique du Bangladesh dans ce secteur sur le marché européen. L'Inde possède par ailleurs d'autres atouts par rapport au Bangladesh : énergie plus décarbonée, chaîne de valeur plus décarbonée, temps de livraison plus court.

En 2019, l'UE avait par ailleurs signé un ALE avec le Vietnam, un des autres compétiteurs du Bangladesh.

### [EU-India trade deal: Bangladeshi exporters to face tougher days](#)

## Un rapport de réforme fiscale remis au gouvernement pour stimuler les recettes

Un rapport de réforme fiscale remis au gouvernement recommande une refonte en profondeur du système d'imposition afin de renforcer des recettes structurellement faibles, équivalentes à environ 8,5 % du PIB, l'un des taux les plus bas au monde. La mobilisation des recettes repose aujourd'hui de manière disproportionnée sur la TVA et les droits indirects, tandis que l'impôt sur le revenu demeure étroit, avec moins de 4 millions de contribuables enregistrés pour une population de plus de 170 millions d'habitants.

Ce rapport, intitulé « Tax Policy for Development: A Reform Agenda for Restructuring the Tax System », propose 55 recommandations avec comme objectif d'atteindre un ratio collecte-PIB de 12% d'ici à 2030 et de 15-20% d'ici à 2035, tout en ramenant la part d'impôts indirects de 70% à 50%.

Parmi les principales recommandations figurent la simplification du système fiscal grâce à une digitalisation et une automatisation accrues, l'introduction d'analyses fondées sur l'intelligence artificielle, l'élargissement des contrôles fiscaux et la rationalisation des incitations fiscales.

### [Tax reform report submitted: What it means for revenue and growth – The Business Standard](#)

## Le gouvernement envisage de fusionner quatre agences de développement industriel et de promotion des investissements

Le Bangladesh planifie la fusion de quatre institutions clés de promotion de l'investissement et du développement industriel — BIDA (Bangladesh Investment Development Authority), BEZA (Bangladesh Economic Zones Authority), BEPZA (Bangladesh Export Processing Zones Authority) et MIDA (Mongla and Payra Industrial Development Authority) — pour rationaliser la gouvernance et accroître l'efficacité.

Cette réforme vise à simplifier les procédures, éliminer les redondances institutionnelles et créer un guichet unique pour les investisseurs, en intégrant les responsabilités d'attraction des

investissements, de développement des zones économiques et de gestion des zones franches et industrielles.

#### [Govt moves to merge Bida, Beza, Bepza, Mida](#)

#### **Le gouvernement augmente les allocations des filets de protection sociale pour FY27**

Le gouvernement a approuvé une augmentation des allocations des programmes de filets de protection sociale pour l'exercice 2026-27, renforçant le soutien aux ménages vulnérables face à la persistance de l'inflation et des pressions économiques. Les nouvelles indemnités visent notamment les bénéficiaires de programmes comme les allocations pour les personnes âgées, les veuves, les personnes handicapées et les travailleurs vulnérables.

Ainsi, à titre d'exemple, le minimum vieillesse versé à 6 M de personnes est augmenté de 7% de 650Tk/mois à 700Tk/mois (moins de 5 EUR).

L'impact budgétaire n'a pas été à ce stade révélé. Hors retraites pour les fonctionnaires, 813 Mds Tk milliards de taka (5,6 Mds EUR) ont été alloués au filet de sécurité sociale pour 2025-26, soit 1,87 % du PIB. Selon les normes de la Banque asiatique de développement, un pays devrait consacrer environ 5 % de son PIB à la sécurité sociale.

#### [Govt raises safety net allowances for FY27 | The Daily Star](#)

## **Bhoutan**

#### **Le Conseil d'administration du FMI achève la consultation au titre de l'Article IV 2025 avec Bhutan**

Selon le FMI, la croissance à moyen terme devrait rester robuste, tirée par la mise en service complète des capacités hydroélectriques (Punatsangchhu II) et la poursuite des investissements du 13ème plan, avec un soutien additionnel du redressement des services et du tourisme.

Une consolidation budgétaire graduelle mais crédible est jugée nécessaire pour atteindre la cible de déficit (3%), préserver l'investissement public favorable à la croissance et placer la dette sur une trajectoire décroissante. Malgré les réformes fiscales, la dynamique des recettes indirectes devrait ralentir, ce qui rend nécessaires des hausses de GST, de nouvelles taxes sur les carburants et une discipline accrue des dépenses. Le nouveau modèle de financement de l'hydroélectricité offre un potentiel de production plus élevé mais crée aussi des risques budgétaires à encadrer.

Sur le plan extérieur, La position extérieure s'est améliorée avec la hausse des réserves, mais reste inférieure au niveau compatible avec les fondamentaux. Le projet de centre financier (GMC) peut soutenir la diversification et l'IDE, mais nécessite un cadre juridique clarifié, une cohérence réglementaire avec l'autorité monétaire et une supervision stricte, notamment sur les crypto-actifs et les risques fiscaux.

#### [IMF Executive Board Concludes 2025 Article IV Consultation with Bhutan](#)

# Inde

## Signature de l'accord de libre-échange (ALE) entre l'Inde et l'Union européenne

À l'occasion du 16<sup>e</sup> sommet Inde–Union européenne, tenu le 27 janvier, l'Inde et l'UE ont finalisé un accord de libre-échange historique, qualifié de « Mother of all deals », après près de 18 années de négociations et 9 ans d'interruption. Considéré comme l'un des accords commerciaux les plus ambitieux conclus à l'échelle mondiale, cet ALE marque un tournant majeur dans les relations économiques entre les deux partenaires.

A noter que l'accord revêt une importance stratégique particulière pour l'économie indienne. En effet, l'Union européenne est le premier partenaire commercial de l'Inde pour les biens, représentant environ 12 % de son commerce total, tandis que l'Inde est le 9<sup>e</sup> partenaire commercial de l'UE, comptant pour 2,2 % du commerce total de biens de l'Union en 2023 selon les données d'un rapport Deutsche Bank. Le pacte devrait permettre de doubler les échanges commerciaux bilatéraux d'ici 2030, en favorisant des flux plus soutenus et diversifiés dans les deux sens.

Avec cet accord, l'UE devient le 22<sup>e</sup> partenaire de l'Inde en matière d'accords de libre-échange. L'ALE apporte un soutien décisif aux secteurs indiens à forte intensité de main-d'œuvre, notamment le textile, l'habillement, le cuir, la chaussure, les produits de la mer, les pierres précieuses et la joaillerie, l'artisanat, les biens d'ingénierie et l'automobile, en supprimant des droits de douane pouvant atteindre 10 % sur près de 33 Mds USD d'exportations. Plus largement, l'accord prévoit la suppression ou la réduction d'environ 97 % des lignes tarifaires européennes et couvre plus de 99 % de la valeur des exportations indiennes, ouvrant l'accès à un marché combiné de près de 2 milliards de consommateurs.

Concrètement, la grande majorité des droits de douane sur les échanges de biens entre l'Inde et l'UE seront éliminés ou réduits, soit immédiatement, soit de manière progressive sur plusieurs années selon les secteurs concernés. L'entrée en vigueur de l'accord est envisagée pour 2026–2027, avec des effets graduels en fonction des calendriers de libéralisation sectorielle et des lignes tarifaires.

Si l'on se concentre sur le secteur automobile, un dispositif de libéralisation fondé sur des quotas a été retenu. Selon Business Standard, l'Inde a accepté d'accorder aux constructeurs automobiles européens un quota plus de six fois supérieur à ceux consentis dans ses accords récents, ouvrant ainsi plus largement un marché jusque-là fortement protégé. L'accord permettra progressivement l'entrée en Inde de jusqu'à 250 000 véhicules fabriqués en Europe à des droits de douane préférentiels, contre un quota de 37 000 unités accordé au Royaume-Uni dans le cadre d'un accord distinct. Cette ouverture concerne principalement les segments de prix élevés et ouvre également des perspectives pour des initiatives « Make in India » dans l'industrie automobile, ainsi que pour des opportunités d'exportation depuis l'Inde vers l'UE.

L'accord inclut par ailleurs des engagements substantiels sur le commerce des services, notamment dans les télécommunications, les technologies de l'information et les services professionnels, avec des obligations de traitement non discriminatoire. Il prévoit également un cadre de mobilité facilitée pour les professionnels, en particulier pour les transferts intra-entreprises et les consultants.

Sur le plan international, l'ALE est perçu comme une réponse stratégique aux tensions commerciales mondiales, notamment dans le contexte des politiques tarifaires américaines. En renforçant les liens économiques entre l'Inde et l'Europe, ce dernier pourrait contribuer à

atténuer une partie de l'impact négatif du droit de douane punitif de 50 % imposé par l'administration américaine sur les exportations indiennes depuis l'an dernier.

[India offers EU automakers 6 times larger quota than UK, cuts car tariffs | Auto - Business Standard](#)

## Accord de principe entre la Banque centrale indienne et l'Autorité européenne des marchés financiers

La Banque centrale indienne, Reserve Bank of India (RBI), et l'Autorité européenne des marchés financiers (European Securities and Markets Authority – ESMA) ont signé un protocole d'accord portant sur la coopération et l'échange d'informations concernant les chambres de compensation centrales réglementées et supervisées par la RBI.

Ainsi, ce protocole d'accord, signé par Vivek Deep, directeur exécutif de la RBI, et Verena Ross, présidente de l'ESMA, remplace un précédent accord conclu entre la RBI et l'ESMA le 28 février 2017. Cet accord met fin à un différend de plus de deux ans entre l'UE et l'Inde au sujet de l'accès de surveillance aux chambres de compensation centrales (CCPs) indiennes, un point clé pour que les entités soient reconnues en Europe dans le cadre de la réglementation européenne (EMIR).

Sans accord, six CCPs indiennes avaient perdu leur reconnaissance en Europe, ce qui avait augmenté les coûts de compensation pour les banques européennes opérant avec des produits indiens. Ces dernières, telles que Deutsche Bank, BNP Paribas ou Société Générale devraient voir les coûts de compensation diminuer et retrouver plus de certitude juridique pour leurs opérations avec des CCPs indiennes. Ce MoU est considéré comme un renforcement de la coopération financière UE-Inde dans un contexte de liens économiques plus larges (y compris négociations commerciales).

[RBI, EU markets regulator ESMA sign MoU for information sharing on central counterparties](#)

## Publication de l'enquête économique annuelle 2026

L'enquête économique 2026 (Economic Survey 2026), rapport annuel officiel du ministère indien des Finances, a été présenté au Parlement par la ministre des Finances en amont du budget 2026-27. Rédigé sous la supervision du Chief Economic Advisor, ce document de référence dresse un diagnostic détaillé de la conjoncture économique, analyse les performances macroéconomiques récentes, évalue les perspectives à moyen terme et identifie les principaux défis structurels de l'économie indienne.

Selon le rapport, l'Inde devrait enregistrer une croissance réelle du PIB d'environ 7,4 % au cours de l'exercice 2025-26, confirmant sa position d'économie majeure à la croissance la plus rapide au monde pour la quatrième année consécutive. Pour l'exercice 2026-27, la croissance est projetée dans une fourchette comprise entre 6,8 % et 7,2 %.

Sur l'exercice 2025-26, la consommation privée demeure le principal moteur de l'activité économique, représentant 61,5 % du PIB. L'investissement brut en capital fixe a progressé de 7,8 %, avec un taux d'investissement global stable autour de 30 % du PIB. L'inflation moyenne s'est établie à un niveau historiquement bas en 2025, à 1,7 % sur la période avril-décembre, principalement sous l'effet de la baisse des prix des produits alimentaires et de l'énergie. Le secteur bancaire affiche par ailleurs une situation financière solide, caractérisée par un recul des créances douteuses et une accélération de la croissance du crédit.

Dernièrement, l'Economic Survey 2026 met en avant une stratégie de « disciplined swadeshi », ou sobriété stratégique, visant à renforcer les capacités productives domestiques dans les secteurs critiques, à améliorer la compétitivité industrielle et à assurer une intégration plus efficace de l'Inde dans les chaînes de valeur mondiales.

[Economic Survey 2025-26: Industry experts hail India's GDP growth driven by domestic demand - The Economic Times](#)

L'indice de la production industrielle enregistre un plus haut depuis plus de deux ans

L'Indice de la production industrielle (IIP) de l'Inde a connu une forte accélération en décembre 2025, avec une croissance de 7,8 % en glissement annuel, soit le taux le plus élevé observé depuis plus de deux ans.

Cette progression, bien supérieure à celle de décembre 2024 (3,7 %) et légèrement au-dessus du chiffre révisé pour novembre (7,2 %), est principalement alimentée par une forte activité dans les secteurs du manufacturier, de l'électricité et de l'extraction minière.

Dans le détail, la production manufacturière a augmenté de plus de 8 %, tandis que l'électricité et les mines ont également affiché une croissance solide. Les économistes estiment que cette performance industrielle robuste devrait renforcer les chiffres du PIB pour le troisième trimestre de l'exercice 2025-26.

[At 7.8%, December IIP growth zooms to over two-year high - The Economic Times](#)

## Maldives

Transferts en hausse vers le Fonds souverain en 2025

Selon le ministère des Finances, les dépôts au fonds souverain (SDF) atteignaient l'équivalent de 175,1 MUSD en fin d'année (2,3% du PIB) grâce à la consolidation budgétaire intervenue, qui a dégagé des marges de manœuvre. Les dépôts au SDF atteignaient 90,8 MUSD fin 2024. Le SDF contient des fonds mis de côté pour le remboursement des obligations et prêts d'État, ainsi que pour renforcer la réserve budgétaire du gouvernement.

[Finances](#)

Inflation contenue sur un an

Selon le Maldives Bureau of Statistics (MBS), l'inflation sur un an est restée contenue à 0,41% en glissement annuel (+4% en moyenne annuelle). En parallèle, l'inflation a été plus marquée sur le panier des « produits essentiels » (ECPI) avec +2,95%, tirée notamment par l'alimentation (+3,25%), ainsi que les produits de soin (+3,50%). Ces tensions sont liées à la dépendance aux importations et aux difficultés d'accès aux dollars, qui provoque une hausse du taux parallèle de la devise locale vis-à-vis de l'USD.

[Statistics Maldives](#)

Rumeurs insistantes de nouvel emprunt international à conditions financières dégradées

Selon la presse et plusieurs personnalités politiques maldiviennes, le gouvernement s'apprêterait à finaliser un emprunt de 300 MUSD auprès de CFSIT (Cargill Financial Services

International) afin d'éviter un épuisement des réserves de change après le remboursement du sukuk de 500 MUSD qui vient à échéance début avril. Les termes financiers de cet emprunt, dont l'existence n'a pas été confirmée par les autorités, n'ont pas été publiés mais le taux d'intérêt s'établirait à 14 ou 15%. Les Maldives avaient déjà emprunté 100 MUSD à CFSIT en 2022, au taux de 7,15% et pour une durée de 3 ans. En novembre 2024, l'administration a par ailleurs déjà garanti un emprunt de 50 MUSD contracté par la State Trading Organisation auprès de CFSIT pour l'importation de médicaments et produits de base. La presse a fait état à l'époque d'une maturité de 3 ans et d'un taux de 13,13%/an.

[Linkedin](#)

## Népal

Lutte anti-blanchiment : les autorités népalaises intensifient les efforts pour quitter la liste grise du GAFI

Le ministre des Finances, Rameshore Prasad Khanal, appelle à une mobilisation coordonnée des autorités et des parties prenantes afin d'obtenir le retrait du Népal de la liste grise du GAFI dans un horizon d'un an, via la mise en œuvre complète des réformes requises en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux.

Parallèlement, le ministre souligne que la faiblesse relative des entrées d'investissements directs étrangers reflète avant tout un déficit de confiance dans le système financier national, ce qui justifie l'accélération des réformes structurelles pour améliorer l'attractivité de l'environnement d'investissement.

Les priorités portent sur le renforcement des enquêtes, des poursuites et des sanctions dans les affaires de blanchiment, avec des exigences accrues en matière de preuves et des mécanismes rapides de saisie des avoirs. Les enjeux de transparence concernent à la fois le système financier et le marché des capitaux.

[Finance Minister calls for collective efforts to lift Nepal from FATF grey list – Republica](#)

## Pakistan

FMI - révision à 3,2% des prévisions de croissance pour le Pakistan pour l'exercice 2026

Le Fonds monétaire international (FMI) a ajusté à la baisse ses prévisions de croissance pour l'économie pakistanaise, révisant sa projection de croissance du PIB pour l'exercice budgétaire en cours à 3,2 %, contre 3,6 % estimés dans sa précédente mise à jour du World Economic Outlook d'octobre 2025.

L'estimation actualisée intervient alors que la croissance réelle à court terme reste contrainte par des facteurs structurels, notamment une demande extérieure faible et des pressions sur l'investissement, et que certains économistes locaux anticipent une croissance encore plus basse, autour de 2,5 % à 3 % si les conditions économiques ne s'améliorent pas sensiblement

[World Economic Outlook Update, January 2026: Global Economy: Steady amid Divergent Forces](#)

## Rencontre entre le Premier ministre Shehzad Sharif et la directrice du FMI en marge du sommet de Davos

Lors de ses rencontres à Davos, le Premier ministre Shehzad Sharif a informé la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, des améliorations des indicateurs macroéconomiques du Pakistan, des efforts de stabilisation et des progrès réalisés dans les réformes structurelles. Il a souligné l'engagement du pays en matière de discipline budgétaire, de mobilisation des recettes fiscales et de croissance durable. Les discussions ont également porté sur un assouplissement des conditions pour le budget 2026-27 et sur la mise en œuvre du programme en cours (facilité élargie de crédit et facilité pour la soutenabilité et la résilience). Le gouvernement fait face à des défis pour atteindre les objectifs stricts du FMI, notamment en matière de collecte fiscale et de contrôle des dépenses, malgré les mesures de stabilisation récentes. Une mission de suivi du FMI est prévue fin février ou début mars 2026 pour la troisième revue de l'EFF, ce qui permettra aussi des échanges sur le budget 2027. Si le FMI accordait cet assouplissement, le Pakistan pourrait adopter un budget à court terme plus orienté vers la croissance, tout en reportant certaines réformes structurelles ; les négociations devraient porter sur les cibles de recettes et la dette, avec des concessions possibles en fonction des progrès dans les secteurs de la privatisation et de l'énergie.

[Pakistan seeks "breathing space" from IMF as it prepares for budget negotiations: report - Profit by Pakistan Today](#)

## Politique monétaire - La Banque centrale maintient son taux directeur à 10,5%

A l'issue de son comité de politique monétaire qui s'est tenu le 26 janvier, la Banque centrale du Pakistan (State Bank of Pakistan – SBP) a décidé de maintenir inchangé son taux directeur à 10,5%, contre les anticipations d'une baisse de 50 à 100 points de base des marchés financiers.

Cette décision fait suite à une politique de réduction du taux directeur de 1150 points de base cumulés depuis mi-2024. La SBP a souligné que l'inflation enregistrée en décembre 2025 montrait un ralentissement à 5,6% en g.a., mais l'inflation sous-jacente restait élevée à 7,4%, justifiant une pause dans l'ajustement des taux, afin de soutenir l'activité économique tout en maîtrisant les pressions inflationnistes.

[https://www.sbp.org.pk/m\\_policy/2026/MPS-Jan-2026-Eng.pdf](https://www.sbp.org.pk/m_policy/2026/MPS-Jan-2026-Eng.pdf)

## MoF - Bilan économique des six premiers mois de l'exercice budgétaire 2026

Dans son Monthly Economic Update & Outlook de janvier 2026, le ministère des Finances revient sur les résultats du premier semestre 2026 : le Pakistan a poursuivi sa politique de stabilité macroéconomique au cours des six premiers mois de l'exercice budgétaire 2025-2026, portée par :

- (i) une inflation contenue : Inflation moyenne sur Jul-Dec FY2026 : 5,2 %, contre 7,2 % l'an dernier) ;
- (ii) la stabilité de la roupie ;
- (iii) le renforcement des réserves de change : 16,1 Mds USD détenus par la SBP

L'activité industrielle a progressé avec une hausse de 6 % de la production manufacturière (LSM) sur la période juillet-novembre, soutenue par des performances robustes dans l'automobile et le textile. Le secteur agricole a également contribué à l'activité, affichant une croissance de 2,9 % au premier trimestre, parallèlement à une augmentation de 11,4 % des crédits agricoles.

Sur le plan budgétaire, les comptes publics se sont améliorés, grâce à une hausse de 7,8 % des recettes fédérales et une contraction de 6,2 % des dépenses, permettant un excédent budgétaire consolidé équivalent à 0,8 % du PIB et un excédent primaire de 2,8 % du PIB.

En revanche, la position extérieure demeure fragile : le déficit du compte courant a atteint 1,2 Md USD au premier semestre, contre un excédent l'année dernière de 0,96 Md USD et le déficit commercial (biens et services) s'est creusé à 17,6 Mds USD (+34%), sous l'effet de la hausse des importations (37,8 Mds USD, +12,8%) alors que les exportations stagnent à 20,3 Mds USD.

Malgré une amélioration des réserves et une dynamique positive du marché boursier (KSE-100 à 188 587 points fin janvier), la faiblesse persistante des exportations et des flux d'IDE (investissements directs étrangers (IDE) en chute de plus de 43 % sur le premier semestre - pour le seul mois de décembre, les flux d'investissements de portefeuille affichent une sortie nette de 135 millions USD) reste un facteur de vulnérabilité pour la trajectoire macroéconomique du pays.

[https://www.finance.gov.pk/economic/economic\\_update\\_outlook\\_jan\\_2026.pdf](https://www.finance.gov.pk/economic/economic_update_outlook_jan_2026.pdf)

## Réactions de l'industrie textile pakistanaise à la conclusion de l'accord de libre-échange UE-Inde

La conclusion d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Inde, visant à supprimer ou réduire les droits de douane sur une large part des échanges bilatéraux, a suscité de nombreux commentaires dans la presse pakistanaise, soulevant des interrogations sur ses effets potentiels sur les relations commerciales entre le Pakistan et l'UE.

Des experts du secteur textile pakistanais alertent sur le risque que cet accord réduise la compétitivité des exportateurs pakistanais face à leurs homologues indiens sur le marché européen, l'Inde bénéficiant désormais de conditions tarifaires préférentielles renforcées, notamment pour les produits textiles et l'habillement — segments représentant l'une des principales exportations pakistanaises vers l'UE. Le Pakistan et l'Inde sont ainsi des concurrents directs sur ce marché, avec chacun environ 7 milliards USD d'exportations de textiles et d'habillement, l'Inde étant particulièrement compétitive sur les catégories clés que sont les vêtements, le linge de maison et les produits à base de coton.

Selon l'Association des entreprises du secteur textile pakistanais (APTMA), l'UE reste un marché stratégique pour le Pakistan, représentant 27,2 % des exportations totales du pays, soit 8,8 milliards USD pour l'exercice 2025. Près de 39 % des exportations textiles pakistanaises — environ 7 milliards USD — sont absorbées par ce marché. Grâce au mécanisme de préférences généralisées améliorées (GSP+), qui offre un accès en franchise de droits sur 66 % des lignes tarifaires européennes, environ 89 % des exportations textiles et d'habillement pakistanaises vers l'UE bénéficient actuellement d'une exonération totale de droits.

[EU market: India becomes significantly more competitive: APTMA - Business Recorder](#)

## Validation de la super taxe par le conseil constitutionnel (Federal Constitutional Court) du Pakistan

La Federal Constitutional Court (FCC) a confirmé la validité constitutionnelle de la « super taxe » prévue dans les sections 4-B et 4-C de l'Income Tax Ordinance de 2001. Dans un jugement rendu fin janvier 2026, la cour a jugé que le Parlement possède l'autorité exclusive pour légiférer sur les questions fiscales, rejetant les critiques fondées sur des prétendues violations des droits ou rétroactivité. Cette décision met fin à des années de contestations judiciaires et sécurise près de 310 Mds PKR de recettes fiscales supplémentaires pour l'État.

[Federal Constitutional Court upholds super tax - Pakistan - Business Recorder](#)

## Confirmation de la note "B-" par Fitch

L'agence de notation Fitch Ratings a réaffirmé la note de crédit à long terme du Pakistan à B-, maintenue avec une perspective stable après sa mise à niveau en avril 2025 depuis « CCC+ ». La stabilisation de la note reflète les progrès perçus dans la gestion des déficits budgétaires et la mise en œuvre de réformes structurelles, bien que l'agence souligne que des vulnérabilités

importantes subsistent, notamment liées à la dette publique élevée et aux pressions sur la liquidité externe.

#### [Fitch Affirms Pakistan's Long-Term Instruments at 'B-'; Assigns 'RR4' Recovery Rating; Removes UCO](#)

Nestlé annonce un investissement supplémentaire de 60 M USD au Pakistan lors du sommet de Davos

Lors du World Economic Forum à Davos, Nestlé a annoncé une extension significative de ses opérations au Pakistan avec un investissement additionnel de 60 millions de dollars. Le projet prévoit de renforcer la présence industrielle du groupe dans le pays et d'utiliser le Pakistan comme hub régional de production et d'exportation, desservant jusqu'à 26 marchés internationaux. Selon le vice-président exécutif de Nestlé pour l'Asie, l'Océanie et l'Afrique, cette expansion s'appuie sur le potentiel démographique du pays, la croissance des besoins nutritionnels domestiques et les segments de produits transformés encore sous-exploités, positionnant le Pakistan sur une trajectoire de croissance similaire à celle observée en Asie du Sud-Est. Le ministre fédéral des Finances a salué cet investissement comme un vote de confiance dans les réformes économiques et l'environnement réglementaire, soulignant l'importance d'un écosystème fiscal stable et de politiques cohérentes pour attirer davantage d'investissements directs étrangers à long terme.

[DAVOS 26: Nestlé to expand operations in Pakistan with \\$60mn investment - Business & Finance - Business Recorder](#)

## Sri Lanka

Plus d'un milliard d'euros d'IDE en 2025

Selon le Board of Investment (BOI), 1 057 MUSD ont été enregistrés en 2025, soit 72% de plus qu'en 2024 et le chiffre le plus élevé depuis 2018. Le BOI attribue cette progression à l'amélioration de la stabilité macroéconomique, à une meilleure visibilité des politiques publiques et à un dispositif de facilitation des investissements renforcé. Les IDE se concentrent surtout sur le secteur manufacturier (46%), le développement portuaire (26%), le tourisme/loisirs (11%), les télécommunications (6%) et l'immobilier (5%). Les principales origines sont Singapour (30%), l'Inde (20%), la France (12%), les Pays-Bas (11%) et le Luxembourg (5%). Pour 2026, le BOI vise 1,5 Md USD d'IDE et met en avant un portefeuille de projets important (dont la raffinerie Sinopec), ainsi que des réformes à venir de nature à améliorer le climat des affaires.

#### [Department of Government Information](#)

Les exportations enregistrent une hausse modérée en 2025

Selon l'Export Development Board (EDB), les recettes d'exportation totales du Sri Lanka ont atteint 17,3 Mds USD en 2025, soit 5,6% de plus qu'en 2024. Les exportations de marchandises se sont élevées à 13,6 Mds USD (+6,3% par rapport à 2024) celles de services à 3,7 Mds USD (+2,8%). Les plus fortes hausses concernent, pour les marchandises, les produits dérivés de la noix de coco, plusieurs produits agricoles et agro-alimentaires, la construction navale et, pour les services, les technologies de l'information. Les baisses les plus fortes sont concentrées dans le secteur des services et concernent essentiellement la construction et les services financiers.

#### [EDB](#)

Conclusion de l'accord de restructuration de la dette avec la Belgique

Le Sri Lanka a signé le 28 janvier le 11e accord bilatéral de restructuration de sa dette extérieure avec la Belgique (groupe Credendo) pour rééchelonner 9,6 MEUR de prêts. Cet accord fait suite à ceux déjà conclus avec, dans l'ordre, la Chine, le Japon, l'Inde, la France, la Hongrie, l'Arabie saoudite, le Royaume-Uni, l'Australie, le Danemark et l'Allemagne. Parmi les pays n'ayant pas encore signé un tel accord figurent l'Autriche, le Canada, la Corée du Sud, l'Espagne, les Etats-Unis, les Pays-Bas, la Russie et la Suède.

#### Treasury

#### Le programme avec la FMI poursuivi sans modification

Une équipe du FMI, conduite par Evan Papageorgiou, a effectué une mission à Colombo du 22 au 28 janvier 2026 pour évaluer l'impact économique et social du cyclone Ditwah. Les discussions ont porté sur la réponse budgétaire à la catastrophe, ainsi que sur les implications pour la politique monétaire et la stabilité du secteur financier, dans le cadre du programme en cours. Les autorités sri-lankaises ont déclaré s'engager à préserver les gains réalisés sur la soutenabilité budgétaire et de la dette et à renforcer la gestion de l'investissement public, tout en renforçant les filets de protection sociale pour les ménages vulnérables. Le FMI annonce qu'une nouvelle mission sera dépêchée dès que possible afin de reprendre les discussions en vue de la prochaine revue du programme EFF.

#### FMI

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays  
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
Bangladesh	B2	Negative	B+	Stable	B+	Stable	D	C
Pakistan	Caa1	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Negative	-	-	B-	Stable	D	C

---

Les dernières publications des services :

- SE de Colombo – [Situation économique et financière du Sri Lanka début 2026](#)
- SE de Dhaka – [La pauvreté regagne du terrain au Bangladesh](#)
- SER de New Delhi - [Fiche économique des agrégats macroéconomiques de l'Inde pour l'exercice 2024/25 et de la relation commerciale bilatérale franco-indienne](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

[erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr](mailto:erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : [erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr](mailto:erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr)